

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DE TOURS
Séance du 10 mai 2021**DÉLIBÉRATION n°2021-43**

Le conseil d'administration s'est réuni le lundi 10 mai 2021 en séance plénière, sur convocation du Président de l'université, adressée le vendredi 30 avril 2021.

Point de l'ordre du jour :

4.4. Approbation de conventions internationales.

.....

Vu le code de l'éducation,

Vu les statuts de l'université de Tours,

Vu l'avis de la commission des relations internationales du 25 mars 2021,

Exposé de la décision :

Le conseil d'administration doit approuver sept conventions internationales : trois conventions d'échange d'étudiants, une convention formation-recherche, deux conventions d'échange spécifique et un accord cadre.

Proposition de décision soumise au conseil :

Approbation des conventions suivantes :

1. Renouvellement – Convention d'échange d'étudiants – Douglas Collège (Canada)
2. Renouvellement - Convention d'échange d'étudiants – University of Sydney (Australie)
3. Renouvellement - Convention d'échange d'étudiants – University of West Georgia (Etats-Unis)
4. Création - Convention de coopération et de mobilité – Université de Genève - Institut d'Histoire de la Réformation
5. Création - Convention d'échange spécifique – Programme de Bourses d'Excellence AVENIR – Destination France - Ambassade de France en Espagne - Universidad de Alcalá
6. Création - Convention d'échange spécifique – Région Centre-Val de Loire – Institut Français en Inde – Programme d'assistant.e.s de français langue étrangère au sein du Département de français de l'Université de Pondichéry et de VIT Vellore
7. Accord-cadre – University of West Georgia (Etats-Unis)

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve la présente décision, comme suit :

Nombre de membres constituant le conseil :	36
Quorum :	18
Nombre de membres participant à la délibération :	28
Abstentions :	0
Votes exprimés :	28
Pour :	28
Contre :	0

Pièces jointes :

- diaporama de présentation et texte des conventions.

Fait à Tours, le 10 mai 2021

Le Président,

A. Giacometti

Arnaud Giacometti

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable au secrétariat de la direction des affaires juridiques	Délibération publiée sur le site internet de l'université le : 21 MAI 2021 Transmise au Recteur le : 21 MAI 2021
---	---

CA– 10 mai 2021

Examen des conventions internationales

Douglas College (Canada)

➤ **Renouvellement - Convention d'échange d'étudiants**

- Caractéristiques de l'établissement: 17000 étudiants dont 4200 étudiants étrangers
- Etablissement pluridisciplinaire public anglophone situé à Vancouver
- **Bilan 2017/2020** :
 - a. Etudiants sortants : **3 sem.** (3 étudiants en filière LEA)
 - b. Etudiants entrants : **2 sem.** (2 étudiants – Faculty of Arts Modern languages)



➤ **Filières concernées**

- **UT** – Toutes filières sauf Médecine
- **Douglas College** – Toutes mais priorité aux étudiants venant des filières LEA/LLCE Anglais.

➤ **Objectif** : échanges d'étudiants (Licence/Undergraduate)

- Jusqu'à 2 étudiants par an/établissement (ou 2 semestres)
- Mobilités de crédits non-diplômantes

➤ **Conditions d'accès**

- Paiement des frais d'inscription dans l'université d'origine.
- **UT**: Niveau de langue suffisant en français (B2 ou A2 si programme en anglais)
- **Douglas College**: TOEFL iBT 83, IELTS 6.5, ou preuve suffisante certifiée par l'UT



➤ **Porteurs** : DRI + UFR Lettres et Langues

University of Sydney (Australie)

➤ **Renouvellement - Convention d'échange d'étudiants**

- Caractéristiques de l'établissement: 50000 étudiants, Staff 5500
- Plus ancienne université d'Australie. Top 5 Australie. THE World Ranking : 51^{ème}
- Etablissement pluridisciplinaire réputé pour ses programmes en arts et humanités, architecture et environnement, géographie, sciences médicales et vétérinaires
- **Bilan 2015/2020** :
 - a. Etudiants sortants : **6 sem.** (4 étudiants - filières : LEA, Droit, Droit-langues, Psychologie,...)
 - b. Etudiants entrants : **6 sem.** (6 étudiants – Languages and Cultural Studies, Business - Français)

➤ **Filières concernées**

- **UT** – Toutes filières sauf Médecine
- **USyd** – Toutes filières sauf Médecine, Pharmacie, Ecole de Droit à niveau postgraduate.



➤ **Objectif** : échanges d'étudiants (Licence/Master)

- Jusqu'à 2 étudiants par an/établissement (ou 4 semestres)
- Mobilités de crédits non-diplômantes

➤ **Conditions d'accès**

- Paiement des frais d'inscription dans l'université d'origine.
- **UT**: Niveau de langue suffisant en français (B2 ou A2 si programme en anglais)
- **USyd** : TOEFL iBT 85 - IELTS 6.5 ou niveau supérieur selon les disciplines



➤ **Porteur** : DRI

University of West Georgia (Carrollton, Etats-Unis)



➤ **Renouvellement - Convention d'échange d'étudiants**

- **Caractéristiques de l'établissement:** Situé dans une ville très dynamique sur le plan universitaire, proche d'Atlanta. 14 000 étudiants répartis dans 7 Facultés.
- **Bilan 2015/2020 :**
 - a. Etudiants entrants : **5 sem.** (4 étudiants – Economie et français, LEA, Biologie et français)
 - b. Etudiants sortants : **12 sem.** (6 étudiants, filières: Droit-Langues, LLCE Anglais, Biologie)
- Demande croissante des étudiants français, très bonne intégration des étudiants par UWG. L'un des établissements pluridisciplinaires les plus réputés du Sud-Est américain.

➤ **Filière(s) concernée(s)**

- Toutes filières des deux côtés

➤ **Objectif :** échanges d'étudiants

- Nombre d'étudiants échangés défini chaque année (4 maximum par an)
- Mobilités de crédits non-diplômantes



➤ **Conditions d'accès**

- Paiement des frais d'inscription dans l'université d'origine.
- **UT:** Niveau de langue suffisant en français (B2 ou A2 si programme en anglais)
- **UWG:** TOEFL iBT 69, IELTS 6.0 minimum

➤ **Porteur :** DRI

Université de Genève (Suisse)

➤ **Création - Convention de coopération et de mobilité**

- Caractéristiques de l'établissement: 17000 étudiants dont 40% étu. Internationaux, répartis dans neuf facultés et quatorze centres et instituts interfacultaires
- Etablissement pluridisciplinaire fondé en 1559 par Jean Calvin. Université réputée pour ses programmes en humanités, relations internationales, génétique, environnement, physique et génétique
- Consolidation de relations déjà anciennes entre le CESR et l'IHR. Coopération pour soutenir les mobilités croisées.

➤ **Filières concernées**

- **UT - Centre d'Études Supérieures de la Renaissance**
- **UNIGE - Institut d'histoire de la Réformation (IHR)** - Centre interfacultaire rattaché à la Faculté des lettres et à la Faculté de théologie

➤ **Objectif** : échanges d'étudiants (Master/Doctorat) + coopération scientifique

- Jusqu'à deux étudiants (niveau fin Master ou candidats au doctorat) et jeunes chercheurs (niveau post-doctoral) par année universitaire -> stage/projet recherche ou formations spécifiques organisées par la MSH et l'IHR - cours d'été, formation en Humanités Numériques, TEI, etc.)
- Activités de recherches communes sur les thématiques suivantes : Savoirs : « théories, pratiques, circulations » et « Cultures de la pluralité religieuse et politique »
- Echanges d'enseignants-chercheurs dans le cadre des programmes de recherches « Bibliothèques Virtuelles Humanistes », RICERCAR et « Intelligence des Patrimoines » de l'UT

➤ **Porteur** : Chiara Lastraioli



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Universidad de Alcalá (Espagne)

- **Création - Convention d'échange spécifique – Programme de Bourses d'Excellence AVENIR–Destination France**
 - Consolidation de relations constituées dans le cadre du programme Erasmus+ et de l'appel à projet « universités européennes »
 - Mise en place d'un programme de bourse en direction des étudiants d'Alcala en mobilité à Tours. Programme coordonné et cofinancé par l'Ambassade de France en Espagne
- **Filières concernées**
 - **UT, UA: Toutes filières sauf Médecine.** Filières et intérêts communs définis en amont de la sélection chaque année -> Extension de notre coopération
- **Objectif :** échanges d'étudiants à niveau Licence (Sem./Année)
 - Nombre d'étudiants UA concernés : 2 par an
 - Bourse de l'UA et Ambassade de France en Espagne – 3000 euros par étudiant d'échange
 - Mobilité de crédits non-diplômantes
- **Conditions d'accès**
 - Paiement des frais d'inscription dans l'université d'origine.
 - **UT:** Niveau de langue suffisant en français (B2 ou A2 si programme en anglais)
- **Porteur :** DRI



Pondicherry University

Vellore Institute of Technology (Inde)

➤ **Création - Convention d'échange spécifique – Programme d'assistant.e.s de français langue étrangère au Tamil Nadu et à Pondichéry**

- Redéfinition d'un programme d'assistants initié il y a une dizaine d'années entre la Région CVL, l'UT et l'Ambassade de France en Inde.
- Financement de deux postes d'assistant de FLE à destination d'étudiants du Département SODILANG à Pondicherry University et Vellore Institute of Technology, deux partenaires UT.
- Consolidation des relations avec nos partenaires. Promotion du FLE et de nos programmes auprès d'étudiants et collègues indiens.

➤ **Filière concernée**

- **UT – UFR Lettres et Langues – Dép. SODILANG**

➤ **Objectif** : échange d'assistants de FLE en Inde

- Nombre d'étudiants UT concernés : 2 par an (durée: 9 mois)
- Financement Région CVL/IFI – 10 700 euros pour deux étudiants/an. 500 euros indemnités mensuelles sur place et 850 euros frais de transport.
- Coordination pédagogique et administrative – SODILANG/IFI

➤ **Conditions d'éligibilité UT/IFI**

- Niveau de langue suffisant en anglais (B1/B2)
- Être inscrit en M1 ou M2 du Département Sociolinguistique et didactique des langues.

➤ **Porteurs** : DRI – UFR Lettres et Langues



Accord-cadre

- **University of West Georgia**



Direction des Relations Internationales

université de Tours
60, rue du Plat d'Étain – B.P. 12050
Bâtiment A – RDC droite
37020 Tours Cedex 1 – France
www.international.univ-tours.fr



Germain Rousseau – Chargé des coopérations internationales
cooperation@univ-tours.fr

CA 10 mai 2021 – Conventions internationales

Examen des conventions

Conventions d'échange d'étudiants :

- 1) Renouvellement – Convention d'échange d'étudiants – Douglas College (Canada) – Université de Tours
Porteurs : DRI – UFR Lettres et Langues

- 2) Renouvellement – Convention d'échange d'étudiants – University of Sydney (Australie) – Université de Tours
Porteur : DRI

- 3) Renouvellement – Convention d'échange d'étudiants – University of West Georgia (Etats-Unis) – Université de Tours
Porteur : DRI

Convention formation-recherche

- 4) Création – Convention de coopération et de mobilité – Université de Genève – Institut d'Histoire de la Réformation – Université de Tours – UFR-Centre d'Études Supérieures de la Renaissance
Porteur : Chiara Lastraioli

Conventions d'échange spécifique

- 5) Création – Convention d'échange spécifique – Programme de Bourses d'Excellence AVENIR – Destination France – Ambassade de France en Espagne – Universidad de Alcalá – Université de Tours
Porteur : DRI

- 6) Création – Convention d'échange spécifique – Région Centre-Val de Loire – Institut Français en Inde – Programme d'assistant.e.s de français langue étrangère au sein du Département de français de l'Université de Pondichéry et de VIT Vellore – Université de Tours – UFR Lettres et Langues – Dép. SODILANG
Porteurs : DRI – UFR Lettres et Langues – Dép. SODILANG-Marc Debono

Accord-cadre

- 7) Accord-cadre – **University of West Georgia (Etats-Unis)** - Université de Tours

Porteur : DRI



STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

BETWEEN

UNIVERSITY OF TOURS
TOURS FRANCE

AND

DOUGLAS COLLEGE
VANCOUVER CANADA

In conformity with the French Code of Education,
In conformity with the decree of n° 85-1124 of 21 October 1985 concerning international cooperation on the part of higher education public institutions dependent on the French Ministry of Education,

In conformity with the current regulations in Canada,

BETWEEN

The University of Tours (hereafter referred to as UT), represented by its President Mr. Arnaud Giacometti, on the one hand,

and

Douglas College, represented by its Vice President International Education and Strategic Partnerships, Dr. Guangwei Ouyang, on the other hand,

OBJECTIVES

UT and Douglas College (“Institutions”) desiring to enhance educational and cultural exchange opportunities for their students (“Exchange students”) and to promote general academic linkages, agree to the establishment of a Student Exchange Program (“Program”) on the terms set out below:

TERMS

1. Definitions

“Exchange Program” refers to the Program that is based on reciprocity and involves an exchange of students between the two institutions.

“Exchange Students” means Students participating in an Exchange Program through a formal agreement of exchange with an educational institution in another country.

“Host Institution” refers to the Institution at which the Student is accepted for placement in the Program.

“Home Institution” refers to the Institution at which the Student will receive his or her degree.

2. This Agreement commences from the date of signature, and remains in force for 5 years unless it is terminated earlier in accordance with Clause 3.

3. Either Institution may terminate this Agreement at any time, and for any reason, by first notifying the other Institution six (6) months in advance. Notice of termination does not affect any individual students who have already commenced or been accepted by either Institution.

4. The Institutions agree to confer concerning renewal of this Agreement at least six (6) months prior to its expiration.

5. The Institutions agree:

5.1 During the term of this Agreement 2 places of one semester each will be made available at each Host Institution for students on an annual basis. The principle of reciprocity applies to the number of students that the parties agree to admit to their respective Institutions under the Exchange Program. Both Institutions will strive to achieve a balance. If an imbalance occurs each Institution will seek to restore the balance over a five (5) year period.

5.2 The Programs will be open to undergraduate students who have successfully completed no less than one year of undergraduate study at the time of application. Where its students are concerned UT will give priority to students from the Applied Languages and English Department, but will accept students from other Departments should the need arise. UT will mainly send students in their third or fourth year of study (undergraduate). Douglas College will mainly send students in their second year of study (undergraduate). Douglas College students will be allowed to take courses (taught in French or English) in all the

Faculties of UT with the exception of the Faculty of Medicine. The list of courses available can be found on the following website: <http://cces.univ-tours.fr/>

5.3 Students may only be enrolled at the host institution for a period of either one semester or two semesters during an academic year.

5.4 The Home Institution will propose student candidates for selection to the Host Institution. Student candidates proposed to a Host Institution will undergo formal assessment according to that Institution's admission criteria. Student candidates proposed to either Institution will complete the Host Institution's Application form and provide required supplementary admission documentation.

5.5 The Host Institution will provide the final written confirmation of placement to the Home Institution in the form of a letter of Firm Offer to students within 6 weeks of receiving the student's application.

5.6 The Host Institution reserves the right to reject student candidates put forward by the Home Institution on academic and/or language proficiency grounds. In this instance, the Host Institution will provide the reason for rejection in writing and the Home Institution may submit alternative student candidates for consideration. Neither institution will deny participation to students on the grounds of race, color, religion, sexuality, national origin, gender, creed, age, or disability.

5.7 Students must formally accept their letter of Firm Offer according to the Host Institution's acceptance procedures. The acceptance procedure can only be completed after the Firm Offer letter has been received.

5.8 The Host Institution will provide the Home Institution with relevant documentation to assist in obtaining a student visa. However, the final responsibility for obtaining necessary visas and documents rests with the student.

5.9 Students will be admitted and enrolled as full-time, non-award students at the Host Institution.

5.10 Students are expected to enroll in a standard full-time load at the Host Institution and to complete all relevant assignments during their stay, including examinations. Assessment shall be organized and graded in accordance with the rules and customs applicable at the Host Institution.

5.11 The Host Institution reserves the right to exclude students from restricted enrollment programs. In addition, some disciplines may require pre-approval prior to enrolling students.

5.12 Official transcripts will be provided to each Institution according to institutional protocol after the release of results at the end of each semester.

5.13 Students are responsible for academic credit arrangements with their Home Institution however each partner institution will provide students with detailed course outlines so that credit transfer can be assessed. Whenever possible, the course details will be provided to students prior to arrival at the host institution so that transfer credit can be arranged prior to departure.

5.14 Exchange students accepted under this agreement are exempt from tuition fees at the Host Institution. At Douglas College, UT students are required to show proof that they have bought adequate medical insurance coverage for the duration of their stay in Canada. At UT, Douglas College students are required to take out adequate Overseas Student Health Cover for the duration of their stay in France.

5.15 At both Institutions, students may be required to pay additional fees where they enroll in a unit of study that involves the use of specific material or resources.

5.16 All living costs (including travel costs) and additional medical, liability and accident insurance costs are the responsibility of individual students and neither Institution is liable for these costs. Unless otherwise stated, the arrangement and provision of accommodation for students is not the responsibility of the Host Institution, and there is no guarantee of on-campus accommodation.

5.17 The Host Institution will use its best endeavours to provide information and assistance regarding temporary accommodation for students upon arrival and to provide information about on-campus and off-campus accommodation. The Institutions also agree that if on-campus accommodation is available, costs to the student will be no greater than normally charged.

5.18 Students are entitled to the same rights and privileges (including academic and library resources and support services), and are subject to the same rules and discipline, as international students normally enrolled at the Host Institution. In addition, the Host University, at its sole discretion, reserves the right to dismiss any Visiting Student whose conduct warrants such action in accordance with the Host Institution's official code of conduct for enrolled students.

6. Each Institution agrees that the laws of the country of the Host Institution, and the policies of the Host Institution, will apply in relation to any matter concerning:

6.1 The Parties' respective obligations in connection with a Program negotiated with the Host Institution under this Agreement.

To meet admission conditions at UT, students should have reached a level of French B2 of the European Common Frame of Reference, meaning:

- Level 3 TCF: TCF B2 (399 points minimum)
- Level 3 TEF: TEF B2 (540 points minimum)
- or give proof of sufficient language proficiency, as certified by the home university

Non-French speaking students who come to UT to follow courses in English open to overseas students should have obtained the equivalent in French proficiency of TCF A2 (200 points) or DELF A2.

To meet admission requirements at Douglas College, UT students should normally have attained the equivalent in English language proficiency of TOEFL – Minimum score 83 IBT, or IELTS - Minimum overall band test score 6.5, or give proof of sufficient language proficiency, as certified by the home university.

Both institutions agree to waive the taking of the tests themselves if the students concerned are certified to have attained the required levels.

6.2 Provision of educational services to students by the Host Institution.

6.3 Privacy or protection of personal information of students enrolled at the Host Institution.

7. Indemnification

7.1 The Home Institution agrees to hold harmless the Host Institution, and its employees from any and all third party claims, demands, or actions, that may arise out of the negligent acts or omissions of the Home Institution or its employees in the performance of this Agreement, unless such negligent acts or omissions are at the direction of or occasioned by the Host Institution, its employees or agents.

8. Force majeure

No Party shall be held responsible or liable to be deemed to be in default or in breach of this Agreement for its delay, failure or inability to meet any of its obligations under this Agreement (other than any obligation to pay money) caused by or arising from any cause which is unavoidable or beyond the reasonable control of such party, including war, warlike operations, riot, insurrection, orders of government, strikes, lockouts, public health emergencies, quarantines, disturbances or any act of God or other cause which frustrates the performance of this Agreement.

9. Language

The Parties hereby confirm their express agreement that this Agreement and all documents directly or indirectly related thereto be drawn up in English.

10. This Agreement may be amended, modified, extended or renewed only by written, mutual consent of the Parties. At each renewal the agreement will be presented to the University commissions concerned.

11. Any claim or dispute arising out of or in connection with this Agreement shall be governed by and construed in accordance with the law of the country in which the Institution which is the defendant is located. Each Institution irrevocably submits to the jurisdiction of the courts of the country in which the Institution which is the defendant is located.

12. Pursuant to Article 46 EU GDPR "Transfers subject to appropriate safeguards", data transfer will only be possible after having concluded a transfer agreement on personal data between the two universities according to the standard contractual clauses for data transfers adopted by the European Commission.

On behalf of University of Tours:

Professor Arnaud Giacometti
President

Date : _____

On behalf of Douglas College:

Dr. Guangwei Ouyang
Vice President
International Education and Strategic Partnerships

Date : _____

Student Exchange Agreement

between

The University of Tours, France

and

The University of Sydney, Australia

(ABN 15 211 513 464, CRICOS Provider 00026A)

(each an **Institution** and together, the **Institutions**)

OBJECTIVE

The University of Tours (**UT**) and the University of Sydney (**USYD**) agree to the renewal of a university-wide **Student Exchange Program** on the terms set out below to enhance educational and cultural exchange opportunities for students and to promote mutually beneficial academic linkages.

1. TERM OF AGREEMENT

- 1.1 This Agreement commences on the date it is executed by both Institutions, and remains in force for 5 years (**Term**), unless terminated earlier in accordance with clause 17.
- 1.2 The Institutions agree to discuss renewal of this Agreement at least (6) six months prior to its expiry.
- 1.3 In the event the Institutions wish to renew this Agreement and the renewal has not been finalised upon expiry of this Agreement, the terms of this Agreement shall continue to apply from the time of written confirmation that both Institutions wish to renew until such time as the Institutions have signed a new agreement.

2. STUDENT EXCHANGE PROGRAM

- 2.1 During the Term, up to 2 full time equivalent (FTE) Students will be accepted by the Host Institution to participate in the Student Exchange Program on an annual basis (equivalent to 4 semester places).
- 2.2 Short-term exchange opportunities may be agreed upon under this Agreement at an FTE ratio to be agreed between the Institutions from time to time. The number of FTE Students in clause 2.1 may be modified by written agreement.
- 2.3 The principle of reciprocity applies to the final number of FTE Students admitted under this Agreement, so that an even reciprocity is achieved over the term of the Agreement.

3. PROGRAM EXPENSES

- 3.1 Students are exempt from paying tuition fees at the Host Institution. Students shall continue to pay normal tuition fees at their Home Institution.
 - 3.2 Students will be responsible for all living, travel, insurance and ancillary costs in connection with the Student Exchange Program.
 - 3.3 Students enrolling in the Student Exchange Program at USYD are required to pay for OSHC.
 - 3.4 Students enrolling in the Student Exchange Program at UT may be required to pay any additional fees related to sports and cultural activities dedicated to Students.
-

4. ELIGIBILITY AND SELECTION

- 4.1 The Home Institution may propose undergraduate and postgraduate (coursework) applicants who it considers are well suited to undertake a period of study abroad.
- 4.2 Applicants must meet the Host Institution's international student enrolment and admission criteria, including academic merit and language proficiency.
- 4.3 Each Institution will provide the other Institution, with all relevant eligibility criteria with sufficient notice, to ensure each Institution can provide such information to its students. Further, each Institution will promptly advise the other Institution of any material changes to the eligibility criteria.
- 4.4 The Host Institution may reject any applicant who does not satisfy admissions criteria, in which case the Host Institution will provide written reasons for rejecting the applicant. The Home Institution may submit alternative applicants for consideration by the Host Institution.
- 4.5 Neither Institution will unlawfully reject an applicant on the grounds of gender, race (including colour, descent or nationality), disability, age, sexual preference or orientation, marital status, pregnancy, family or carer's responsibility, social origin, political belief or religious belief.

5. OFFER

- 5.1 The Host Institution will confirm an applicant's participation in the Student Exchange Program by providing the applicant with an Unconditional Offer (with confirmation of the same sent to the Home Institution).

6. USYD ADMISSION PROCEDURES

- 6.1 Applicants seeking to participate in the Student Exchange Program at USYD must:
 - (a) submit an online application to USYD and provide any required supplementary admission documentation;
 - (b) following receipt of USYD's Unconditional Offer, formally accept the Unconditional Offer via USYD's Sydney Student online portal. UT cannot accept an Unconditional Offer on an applicant's behalf;
 - (c) send the appropriate payment for OSHC to USYD;
 - (d) obtain the necessary visa and associated travel documentation following receipt of USYD's electronic Confirmation of Enrolment (**eCOE**); and
 - (e) on arrival, pay to the relevant Faculty or School, any additional fees associated with their enrolment in a unit of study that involves the use of specific material or resources.
- 6.2 UT must use reasonable endeavours to assist applicants to comply with the requirements in clause 6.1.

7. UT ADMISSION PROCEDURES

- 7.1 Applicants seeking to participate in the Student Exchange Program at UT must:
 - (a) complete UT's online application form for registration as Students at UT according to the admission calendar; Applicants are also required to apply for on-campus accommodation in the online application.
 - (b) meet French language proficiency if the units of chosen by the exchange student are delivered in French. A B2 level qualification in French language is advised. Declarations from a USYD coordinator or French teacher will be authorised by UT, as language proficiency tests may be waived.
 - (c) obtain the necessary visa and associated travel documentation following receipt of UT's admission letter, and,
 - (d) on arrival, pay any applicable additional fees associated to sports and cultural activities dedicated to Students.

8. ENROLMENT

- 8.1 In order to participate in the Student Exchange Program, Students:
 - (a) must be admitted and enrolled in full-time, non-award study at their Host Institution;

- (b) may participate in the Student Exchange Program for a maximum period of 1 year;
 - (c) are responsible for academic credit arrangements with their Home Institution;
 - (d) are entitled to the same rights and privileges (including library resources and student support services) as other enrolled students at the Host Institution;
 - (e) must comply with and will be bound by the rules, policies and procedures of the Host Institution, and must complete all relevant assessment (including examinations) in accordance with the rules and policies of the Host Institution; and
 - (f) must comply with all relevant visa conditions under the laws of the Host Institution country. The Host Institution will not be liable for deferring, suspending or cancelling a Student's enrolment due to any non-compliance with visa requirements.
- 8.2 Students will enrol in units of study offered by the Host Institution, subject to availability, for which they meet pre-requisite study requirements.
- 8.3 The Institutions reserve their rights to exclude Students from enrolling in specific units of study. The Host Institution may require pre-approval from the relevant faculty or school prior to enrolling Students in certain disciplines.
- 8.4 Without limiting clause 8.3 above:
- (a) at USYD, Students cannot enrol in postgraduate units of study at the Sydney Law School (with the exception of Juris Doctor units of study), or postgraduate units of study offered by Medicine, Pharmacy, Nursing, Physiotherapy or Veterinary Science, or any Dentistry programs; and,
 - (b) at UT, Students cannot in units of study enrol at the Faculty of Medicine.

9. ACADEMIC RESULTS

- 9.1 The Home Institution will be responsible for ensuring that appropriate academic credit arrangements are in place with its Students prior to the exchange taking place.
- 9.2 Official transcripts will be provided to each Student according to institutional protocol after the release of results at the end of the Student Exchange Program.

10. ACCOMMODATION AND CARE

- 10.1 The Host Institution will provide information about temporary and longer-term accommodation (on and off campus) including relevant information about location, cost, application procedures and deadlines to each Student, prior to the commencement of their exchange.
- 10.2 A guaranteed accommodation option will be available at USYD and UT if Students apply prior to the advertised deadline each semester. If Students do not secure guaranteed accommodation, they will be responsible for organising their own accommodation.
- 10.3 Students will not be charged more than the amount normally charged to onshore full-degree students for available on-campus accommodation.

11. EDUCATION SERVICES FOR OVERSEAS STUDENTS IN AUSTRALIA

- 11.1 Australian law requires providers of education and training courses to overseas students, to comply with the *Education Services for Overseas Students Act 2000* (Cth) and its associated legislative framework (together, the **ESOS Framework**).
- 11.2 USYD is registered on the Commonwealth Register of Institutions and Courses for Overseas Students (**CRICOS**). USYD's CRICOS number is 00026A.
- 11.3 UT acknowledges that USYD must comply with the ESOS Framework and agrees that it will:
- (a) clearly identify the University of Sydney's CRICOS number in written marketing and other material provided by UT to its students (including material in electronic form);
 - (b) not give false or misleading information or advice in relation to the Student Exchange Program offered at USYD;
 - (c) only use promotional material provided or endorsed by USYD;
 - (d) not modify any written material or documents provided by USYD without prior permission of USYD;

and

- (e) promptly provide any information or assistance reasonably required by USYD to enable USYD to meet its obligations or seek any approvals under the ESOS Framework.

12. INTELLECTUAL PROPERTY

- 12.1 Each Institution retains ownership of the Intellectual Property in its promotional materials (whether in hardcopy form or available online).
- 12.2 Each Institution grants to the other Institution a non-exclusive, non-transferable, royalty free, revocable, world-wide licence to use the Intellectual Property in the promotional materials it makes available to the other Institution, for the purposes of the other Institution performing its obligations under this Agreement and advertising the Student Exchange Program.
- 12.3 Each Institution agrees not to use any logo, registered or unregistered trademark, design or crest of the other Institution (**Mark**) without the prior written consent of the other Institution to the particular use.
- 12.4 Each Institution agrees not do anything or use any Mark in a way which, in the reasonable opinion of the other Institution, would damage or bring into disrepute the name, image or reputation of the other Institution.

13. PRIVACY AND CONFIDENTIAL INFORMATION

- 13.1 Each Institution (**Recipient**) must keep any Confidential Information disclosed to it confidential and may only use such Confidential Information for the purposes of performing its obligations under this Agreement. This obligation continues beyond the termination or expiry of this Agreement, but does not extend to disclosures:
 - (a) required by law; or
 - (b) to a Recipient's officers or employees:
 - (i) who have a need to know for the purposes of this Agreement (but only to the extent that each has a need to know); and
 - (ii) who, before disclosure, have been directed by the Recipient to keep that Confidential Information confidential.
- 13.2 For the purpose of this Agreement, Confidential Information means any commercial or sensitive information or data exchanged between the Institutions pursuant to this Agreement, on or after the date of this Agreement and including:
 - (a) any information or data identified by the disclosing Institution as confidential;
 - (b) personal information (as defined in section 4 of the *Privacy and Personal Information Protection Act 1998* (NSW));
 - (c) personal information (as defined in the French Data Protections Laws and Regulations and the European Regulation 2016/679 on General Data Protection).

But Confidential Information **does not** include information or data which is:

- (d) available in the public domain or subsequently becomes available in the public domain other than by way of a breach of this Agreement;
- (e) lawfully known to the other Institution on a non-confidential basis before being disclosed by the Institution that owned the confidential information; or
- (f) rightly acquired from a third party who is not in breach of an agreement to keep such information confidential.

Pursuant to Article 46 EU GDPR "Transfers subject to appropriate safeguards", data transfer will only be possible after having concluded a transfer agreement on personal data between the two universities according to the standard contractual clauses for data transfers adopted by the European Commission.

14. DISPUTES

- 14.1 The Institutions must without delay and in good faith attempt to resolve any dispute, controversy or claim arising out of, relating to or in connection with this Agreement, including any questions regarding its existence, validity or termination (the **Dispute**).

- 14.2 The Institutions will attempt to resolve the Dispute in accordance with the following procedures:
- (a) the Institution claiming that a Dispute exists must notify the other Institution that a Dispute exists and refer the Dispute to appropriate senior officers at the Institutions for resolution (Senior Officers); and
 - (b) if the Senior Officers are not able to resolve the Dispute within 60 days of the date of the first notification of the Dispute to the other Institution, or such other period as the Institutions may agree in writing, the Dispute must be resolved by arbitration in accordance with clause 14.3, or some other dispute resolution mechanism agreed upon by the Institutions.
- 14.3 Subject to clause 14.2(b), the Institutions must submit the Dispute for final resolution by the UNCITRAL Arbitration Rules in force at that time. The Institutions shall be bound by the arbitrator's decision.
- 14.4 Clauses 14.1, 14.2 and 14.3 do not prejudice any Institutions' rights to apply to a court for injunctive, provisional, conservatory, or other interim or emergency relief. Any such application to a court shall not amount to a waiver of the Institution's rights under clause 14.2(b) and 14.3 of this Agreement.

15. INDEMNITY

- 15.1 Each Institution indemnifies (**Indemnifying Institution**) the other Institution (**Indemnified Institution**) against all losses, costs, damages or expenses (including legal costs and expenses) directly sustained or incurred by the Indemnified Institution as a result of:
- (a) any negligent, unlawful or wilful act or omission of the Indemnifying Institution or its officers, employees or subcontractors;
 - (b) any infringement of the Intellectual Property or moral rights of a third party arising out of use by the Indemnified Institution, in accordance with this Agreement, of promotional materials provided by the Indemnifying Institution, or any Intellectual Property in such promotional materials; and
 - (c) a breach of clause 13 (Privacy and Confidential Information),
- except to the extent that any negligent, unlawful or wilful act or omission of the Indemnified Institution or the Indemnified Institution's offices, employees or subcontractors, contributed to the relevant liability.
- 15.2 Neither Institution will be liable for any indirect, incidental, special or consequential damages, including the loss of profits or revenue, incurred by Institution or any third party, whether in an action in contract or tort, even if the other Institution or any other person has been advised of the possibility of such damages, except due to losses for which the Indemnifying Institution is required to indemnify pursuant to clause 15.1 and due to a breach of the Indemnifying Institution's obligations under clauses 12 and 13 of this Agreement.

16. GOVERNING LAW

- 16.1 Any claim or dispute arising out of or in connection with this Agreement shall be governed by and construed in accordance with the law of the country in which the Institution which is the defendant is located. Each Institution irrevocably submits to the jurisdiction of the courts of the country in which the Institution which is the defendant is located.

17. TERMINATION OF AGREEMENT

- 17.1 Either Institution may terminate this Agreement at any time, and for any reason, by giving the other Institution 6 month's written notice. No compensation is payable by either Institution for termination under this clause 17.1.
- 17.2 Termination of this Agreement will not affect any Student who has already commenced study at the Host Institution, or received an Unconditional Offer to participate in the Student Exchange Program.
- 17.3 On termination or expiry of this Agreement, the Institutions must:
- (a) stop advertising the Student Exchange Program;
 - (b) cease use of the promotional materials belonging to the other Institution;
 - (c) deal with the other Institution's materials as reasonably directed by the other Institution; and
 - (d) return all Confidential Information to the other Institution.
- 17.4 On termination of this Agreement the Institutions are released from the obligations to continue to perform

the Agreement except those obligations in clauses 11 (Education Services for Overseas Students in Australia, 12 (Intellectual Property), 13 (Privacy and Confidential Information), 14 (Disputes), 15 (Indemnity) and 17 (Termination) and any other obligations that, by their nature, survive termination.

17.5 Termination of this Agreement does not affect any accrued rights or remedies of the Institutions.

18. NATURE OF AGREEMENT AND AMENDMENT

18.1 This Agreement and any Schedule to it constitute a binding Agreement for both Institutions and constitutes the entire agreement between the Institutions on its subject matter and both Institutions acknowledge that in entering into this Agreement they have not relied on any representations or warranties about its subject matter except as expressly provided by this Agreement.

18.2 Nothing contained or implied in this Agreement establishes any Institution as an agent, representative or legal partner of the other Institution.

18.3 This Agreement and any Schedule to it may be amended, modified, extended or renewed only with the written consent of both Institutions. Neither Institution may assign or novate its rights or obligations under this Agreement without the prior written consent of the other Institution.

18.4 A provision of this Agreement or a right created under it may not be waived or varied except in writing, signed by the Institutions. A failure or delay in exercise of a right arising from a breach of this Agreement does not constitute a waiver of that right.

18.5 This Agreement may consist of a number of counterparts (whether original or scanned copies) and the counterparts taken together form one and the same document.

18.6 If any part of this Agreement is or later becomes unenforceable, then:

(a) any unenforceable terms shall be deleted from this Agreement, to the extent that they are unenforceable; and

(b) the remaining terms of this Agreement shall continue in full force and effect.

18.7 Neither Institution is liable for any breach of its obligations under this Agreement to the extent that the breach results from an event beyond the affected Institution's reasonable control. If such an event occurs and continues for more than 30 days, either Institution may terminate this Agreement with immediate effect by written notice.

18.8 Contact details of the persons primarily responsible for the administration and management of the Student Exchange Program are set out in Schedule 1 of this Agreement (as updated from time to time). These details may be provided to Students as the nominated contact officer of the Student Exchange Program.

18.9 The Institutions agree that this Agreement and all documents related to it must be written in English, and if directed by UT, in French as well. In the event of dispute, the English version shall prevail.

19. DEFINITIONS

In this Agreement:

Agreement means this Student Exchange Agreement.

Home Institution means the institution at which the Student is enrolled in a degree program.

Host Institution means the institution at which the Student will enrol, or is enrolled, in a Student Exchange Program.

Intellectual Property means all copyright including future copyright, trademarks, designs, trade secrets and all other intellectual property as defined in the convention of 1967 establishing the World Intellectual Property Organisation.

Institutions means both the Home and Host Institutions.

OSHC means Australian Overseas Student Health Cover insurance.

Student means a student enrolled in the Student Exchange Program at both the Home Institution and the Host Institution.

Student Exchange Program means the exchange of students between the Home and Host Institutions for the delivery of education to those Students.

Unconditional Offer means a written offer of admission from the Host Institution, confirming that an

Exchange applicant has met all Host Institution admission requirements.

20. INTERPRETATION

Unless the contrary intention appears, in this Agreement:

- (a) references to the singular includes the plural and vice versa;
- (b) a reference to an Institution includes, where appropriate, that Institution’s officers, employees, suppliers or agents;
- (c) a reference to any law includes any amendment to, or replacement of, it; and
- (d) a reference to a clause or a Schedule is a reference to a clause in, or a schedule to, this Agreement.

Executed as an agreement

Signed for and on behalf of THE UNIVERSITY OF SYDNEY by its duly authorised representative:	Signed for and on behalf of UNIVERSITY OF TOURS by its duly authorised representative:
<hr/> <p>Ms Tania Rhodes-Taylor <i>Vice-Principal (External Relations)</i></p> <p>Date: _____</p>	<hr/> <p>Mr. Arnaud Giacometti <i>President</i></p> <p>Date: _____</p>

**SCHEDULE 1
PRIMARY STUDENT EXCHANGE PROGRAM CONTACTS**

USYD

UT

MANAGEMENT OF THE PROGRAM	MANAGEMENT OF THE PROGRAM
<p><i>Until March 2021</i></p> <p>Ms Luika Bankson Associate Director, Sydney Global Mobility (until March 2021) Level 4, JFR Building (G02) The University of Sydney NSW 2006, AUSTRALIA Tel: +61 2 8627 4331 Email: Luika.bankson@sydney.edu.au</p> <p><i>From March 2021 onwards</i></p> <p>Cara Bonnington Associate Director Sydney Global Mobility Level 4, Jane Foss Russell Building (G02) The University of Sydney NSW 2006 Tel: +61 2 8627 8319 Email: cara.bonnington@sydney.edu.au</p>	<p>Head, International Relations Office University of Tours 60, rue du Plat d'Etain - B.P 12050 37020 Tours Cedex 1 FRANCE Tel: +33 2 47 36 67 04 Email: international@univ-tours.fr</p>

STUDENT EXCHANGE AGREEMENT

between

UNIVERSITY OF WEST GEORGIA
1601 Maple Street, Carrollton, GA 30118, USA

and

UNIVERSITY OF TOURS
60, rue du Plat d'Etain, 37020 Tours Cedex 1, France

This agreement for the mutual support and promotion of student exchanges is between the **University of West Georgia** (hereafter referred to as UWG) and the **University de Tours** (hereafter referred to as UT). To carry out the purposes of this agreement, the UWG and the UT understand the following:

I. Term and Duration of the Agreement

1. This Agreement will commence on the date when it is signed by all approval authorities at both universities.
2. This Sub-Agreement shall remain in force for a period of five years. It may be renewed for additional periods by the mutual written consent of both parties to the agreement.
3. If either party wishes to terminate the agreement, they must do so in writing. Termination will become effective six months after that written notice is issued.

II. Definitions

1. The home institution is the institution in which a student is enrolled as a degree-seeking student.
2. The host institution is the institution where the student completes limited-duration exchange under the terms of this agreement.
3. An exchange student is any student covered under section III.

III. Number of Students and Duration of Exchange

1. The number of students to be exchanged shall not exceed four annually, and an equal number of students from each institution will be exchanged over the term of this agreement.
 - a. A student studying for one semester at the host institution will count as one student in the exchange total; a student studying for two semesters at the host institution will count as two students in the exchange total.

2. The total number of students exchanged may be revised by the parties by mutual written consent of the representatives designated in item XI.
3. It is a prerequisite of participating in the exchange that students be enrolled at their home university.

IV. Academic Responsibilities Related to Exchange

1. Students who register for classes at each university as part of this exchange will need to follow regular procedures at the host university and abide by the institution's academic policies and requirements for receiving course credit, including completion of required papers, exams and other assignments.
2. Upon the completion of the exchange semester(s), the host institution will send the student's home institution a report of each student's academic performance (transcript). A copy will also be provided to the student. Students will need to follow procedures of the host institution, if any, related to requesting these records.
3. All exchange students will remain students of their home institution.
4. Individual students must have their plan of study approved by their home institution before their arrival at the host institution. It is the student's responsibility to secure approval at the home institution for the course of study or any changes made to that course of study for the purposes of receiving credit at the home institution.
5. Exchange students will not be eligible for any financial award from the host institution during their exchange.
6. Exchange students will have the same access to all education and recreational or athletic facilities that regularly enrolled students at the host institution have.
7. Exchange students are subject to all regulations, including those regarding admission to the university, conduct and performance in classes, as regularly enrolled students at the host institution.
8. Each institution will designate an individual to act as program liaison. This individual will act as an advisor to students on academic and logistical matters.

V. Selection of Exchange Candidates

1. Each exchange student will be selected by his/her home institution for participation in the exchange, but the host institution reserves the right to review and approve all applications for students.
2. Each institution agrees to provide transcripts and other required documentation, such as certification of language competence, for students they select for exchange to the other institution. These documents will be used to verify admission eligibility and ensure correct course placement of exchange students.
3. Each of the parties to this agreement will endeavor to select only exchange students who possess the language skills required for completion of classes they are going to take at the host institution during the period of exchange. Students must provide evidence of language

proficiency for the language they will be studying in (i.e. TOEFL scores for students whose first language is not English). For current UWG English proficiency requirements, see: <http://www.westga.edu/admissions/international.php>

VI. Waiver of Tuition and Administration Fees

1. Exchange students will pay tuition and related fees at their home institution prior to departure. The host institution will waive these fees for incoming exchange students.
2. Each of the parties will notify the other party in writing of any additional mandatory fees (such as health fees or application fees) that students must pay. Students must be notified of these fees before the deadline for application to participate in the exchange program. Exchange students are responsible for paying these mandatory fees according to the host university's timeline for payment, unless a separate arrangement is verified in writing by the responsible parties listed in Section XI.

VII. Additional Financial Support

1. The terms and conditions of any additional financial support, such as scholarships, fellowships, stipends and assistantships, which may be provided to students by either institution, by government agencies or by other third parties shall be detailed in separate schedules, which will be appended to this agreement. In the absence of such schedules, neither institution accepts financial responsibility for students sponsored by the other.

VIII. Financial Responsibilities of Exchange Students

1. Exclusive of any additional financial support that may be provided, exchange students will be responsible for any expenses incidental to the exchange including travel expenses, housing and board.
2. Students must obtain suitable insurance to cover their medical contingencies, at their own expense and in compliance with regulations at the host university.
3. The host institution will provide information about housing options and assistance in securing housing, but finalizing housing arrangements is the responsibility of the individual student.

IX. Work as Part of the Academic Learning Process

1. Each party will allow exchange students to work on campus as part of the academic learning process, if such positions are available.

X. Relationship

1. Nothing in this agreement creates an agency, joint venture, business partnership or employment relationship between the parties or their employees, contractors or agents.

XI. Administration, Amendments and Notices

Administration of this sub-agreement shall be the responsibility of the Office of Education Abroad at UWG and the International Relations Office at UT. Any additions, changes or deletions must be approved in writing by the official representatives listed below from both universities. All notices shall be in writing and directed to these individuals as follows:

To UWG: Director, Office of Education Abroad
 University of West Georgia
 1601 Maple Street
 Carrollton, GA 30118 USA

To UT: Head, International Relations Office
 University of Tours
 60, rue du Plat d'Etain - B.P 12050
 37020 Tours Cedex 1, FRANCE

XII. Governing Law

Any claim or dispute arising out of or in connection with this Agreement shall be governed by and construed in accordance with the law of the country in which the Institution which is the defendant is located. Each Institution irrevocably submits to the jurisdiction of the courts of the country in which the Institution which is the defendant is located. This contract provision is subject to OCGA 50-5-64.1.

Pursuant to Article 46 EU GDPR "Transfers subject to appropriate safeguards", data transfer will only be possible after having concluded a transfer agreement on personal data between the two universities according to the standard contractual clauses for data transfers adopted by the European Commission.

Approved by:

For UWG

Dr. David Jenks, Interim Provost and Vice President
for Academic Affairs

Date

FOR UT

Prof. Arnaud Giacometti, President

Date



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**



**CONVENTION DE COOPÉRATION
ET DE MOBILITÉ**

entre

**l'université de Tours
Centre d'Études Supérieures de la Renaissance
France**

et

**L'Université de Genève
Institut d'Histoire de la Réformation
Suisse**

Recherche

VU le Code de l'Éducation français,

VU le décret n°85-1124 du 21 octobre 1985 relatif à la coopération internationale des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du Ministère de l'Éducation Nationale français,

VU la législation en vigueur en Suisse,

ENTRE

L'université de Tours (UT), établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sis au 60 rue du Plat d'Étain, BP 12050 - 37020 Tours Cedex 1 – France, représentée par son Président, Prof. Arnaud GIACOMETTI, agissant au nom et pour le compte du Centre d'Études Supérieures de la Renaissance, représenté par son Directeur, M. Benoist PIERRE, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent, d'une part,

ET

L'Université de Genève (UNIGE), établissement universitaire public dont le siège est situé 24 rue du Général-Dufour, 1211 Genève 4, en Suisse, représentée par son Recteur, M. Yves FLÜCKIGER, agissant tant en son nom que pour le compte de l'Institut d'Histoire de la Réformation (IHR), centre interfacultaire de l'Université de Genève, représenté par sa Directrice, Mme Daniela SOLFAROLI CAMILLOCCI, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET

Conscients que la qualité de leurs enseignements et leur recherche est renforcée par l'établissement de liens de coopération internationale, l'Université de Genève et l'université de Tours souhaitent établir des échanges visant à leur enrichissement mutuel au niveau scientifique, académique et culturel.

2 - OBJECTIF

L'objectif général de cet accord porte sur une collaboration scientifique et pédagogique à long terme dans des domaines conformes à la politique de chacune des institutions et aux intérêts et besoins industriels, scientifiques, sociaux et culturels de leurs pays respectifs.

La collaboration concernera :

- **L'UNIGE, soit pour elle l'Institut d'Histoire de la Réformation** : Centre interfacultaire UNIGE (faculté des lettres et faculté de théologie protestante)
- et **l'UT, soit pour elle le Centre d'Études Supérieures de la Renaissance**

Sur les actions suivantes :

- activités de recherches communes sur la thématique suivante: *Savoirs : théories, pratiques, circulations*" et *"Cultures de la pluralité religieuse et politique"*
- échanges d'enseignants et de chercheurs ;
- échanges d'étudiants-jeunes chercheurs (pour un projet de recherche/stage à niveau Master ou Doctorat) en sciences historiques et du patrimoine.
- l'organisation de cotutelles de thèse. Ce dispositif donnera lieu à l'élaboration de conventions spécifiques individuelles de cotutelles internationales de thèse, signées par le doctorant et le directeur de thèse de chaque établissement.
- la publication en commun de résultats scientifiques
- l'organisation de missions d'études, colloques et réunions à caractère scientifique consacrés aux programmes de recherches envisagées.
- échanges d'information et d'expertise concernant les programmes de recherche, notamment dans le cadre du Programme « Bibliothèques Virtuelles Humanistes » ;
- toutes actions jugées d'intérêt commun par les deux parties concernées.

Dans la mesure du possible, les Parties s'accordent par écrit sur les activités de collaboration spécifique.

3 – MISE EN OEUVRE ET SUIVI DU PROGRAMME

Chaque université désigne en son sein un.e enseignant.e-chercheur.euse chargé.e du suivi de l'accord de collaboration. Les représentants des deux universités se concerteront périodiquement pour faire le bilan des actions réalisées, envisager et décider l'élargissement des collaborations prévues à des domaines nouveaux.

Pour l'UNIGE - Institut d'Histoire de la Réformation
Mme Daniela SOLFAROLI CAMILLOCCI
Professeure, Directrice de l'Institut d'Histoire de la Réformation

Pour l'UT - Centre d'Études Supérieures de la Renaissance:
Mme Chiara LASTRAIOLI
Professeure, Responsable du Programme Bibliothèques Virtuelles Humanistes

1. Les représentants seront responsables de l'information des candidats potentiels aux programmes d'échange scientifique et de la sélection annuelle de leurs candidats respectifs.
2. Les représentants procéderont à l'envoi des dossiers des candidats sélectionnés par leur institution, en respectant les dates du calendrier académique de chaque établissement.
3. L'université d'accueil établira une attestation d'acceptation nominative (ou lettre d'invitation/convention de stage) permettant à l'étudiant d'entrer dans le pays d'accueil.

4 – ECHANGE ETUDIANTS

4-1 – Conditions générales

- a) Il est prévu que des étudiants de chaque université participent à cet échange scientifique. Le CESR et l'IHR pourront respectivement accepter jusqu'à deux étudiants (niveau fin Master ou candidats au doctorat) ou jeunes chercheurs (niveau post-doctoral) par année universitaire dans le cadre des formations de recherche respectives.

Chacun des partenaires s'efforcera de respecter la parité d'une année sur l'autre, tout en gardant une certaine souplesse.

Les candidats de chaque institution concernée par la collaboration seront sélectionnés selon des critères et des procédures faisant l'objet d'une publicité interne. Les candidatures seront gérées par les représentants des deux institutions mentionnées dans *l'article 3*.

Les étudiants des deux universités s'acquitteront des droits d'inscription auprès de l'université d'origine.

- b) Les étudiants d'échange ne s'acquitteront pas du montant annuel des droits d'inscription auprès de l'institution d'accueil, ni des droits d'inscription aux formations spécifiques (cours d'été, formation en Humanité Numériques, TEI, etc.) organisées par l'IHR ou le CESR. L'IHR réserve chaque année deux places de son cours intensif pour doctorant.e.s et postdocs (cours d'été) aux étudiants du CESR et couvre les coûts d'hébergement.

Les étudiants accueillis dans le cadre d'un stage au CESR sont exemptés des droits d'inscription mais sont soumis à la réglementation française concernant l'accueil de stagiaires, in extenso à la réalisation d'une Convention de stage.

4-2 - Droits et obligations des participants

Un candidat accepté au terme de cette convention :

- a) pourra mener un projet de fin d'études (mémoire de recherche académique codirigé) ; ou effectuer un travail de recherche au cours de sa thèse qui peut prendre également la forme d'une formation spécifique (cours d'été, stage TEI ou traitement des données, etc.).
- b) devra se conformer à la réglementation en vigueur dans l'université, la province et le pays d'accueil, sous peine de se voir renvoyé.
- c) prendra en charge les frais de transport, d'hébergement et de voyage et / ou d'assurance maladie couvrant toute la durée du séjour et du voyage.
- d) sera seul responsable d'obtenir un logement, un hébergement sur le campus n'étant pas garanti. Cependant, l'université d'accueil assistera l'étudiant en lui fournissant des conseils et/ou des informations sur les systèmes d'hébergement, notamment en résidence universitaire.
- e) s'engage à effectuer les démarches pour obtenir un visa et autres autorisations nécessaires (études/stage/mobilité recherche) à l'entrée et au séjour dans le pays d'accueil.

5 – ECHANGE D'ENSEIGNANTS ET DE CHERCHEURS

Par la présente, les parties entendent également développer des activités de recherche et/ou de formation dans le domaine des sciences historiques et du patrimoine.

Dans le cadre de la convention, les activités communes de recherche consisteront en des mobilités académiques d'enseignants-chercheurs, comme suit :

- Accueil de professeurs de de l'IHR au CESR en vue de développer des projets de recherche communs, en particulier dans le cadre des programmes de recherches « Bibliothèques Virtuelles Humanistes », RICERCAR et « Intelligence des Patrimoines » de l'UT.

- Accueil de professeurs du CESR à l'IHR en vue de développer des projets de recherche communs, en particulier en lien avec l'Histoire de la Réforme, la production éditoriale, artistique et intellectuelle en lien avec les Réformes européennes.

Chaque Partie contribuera pour sa part au financement des activités. Lors de chaque activité, la part de financement dépendra d'un accord préalable pris entre le directeur du CESR - UT et le directeur de l'IHR et une convention écrite sera établie conformément aux règles applicables dans chacune des institutions.

Les frais de déplacement des enseignants-chercheurs, tant en France qu'en Suisse sont à la charge de l'établissement d'origine, c'est-à-dire :

- le CESR - UT
- l'IHR – UNIGE

Les frais de séjour sont à la charge de l'établissement d'origine, à savoir les équipes de recherche concernées.

Dans certaines circonstances, et avec l'accord des autorités de tutelle, les frais de séjour, limités aux frais d'hébergement d'un enseignant-chercheur pour une période n'excédant pas 7 jours, seront à la charge des équipes dans l'établissement d'accueil.

Cette coopération scientifique pourra aussi prévoir l'accueil d'étudiants en thèse et la réalisation de cotutelle internationale conformément aux critères d'admissibilité des parties. Chaque cotutelle de thèse fera l'objet d'une convention spécifique à part.

Le Centre de Services EURAXESS de l'UT assistera les enseignants-chercheurs de l'UNIGE dans leur mobilité à l'université de Tours. Le Centre propose un service d'accompagnement gratuit et personnalisé dédié aux besoins des scientifiques et doctorants étrangers. Il les accompagne dans leurs démarches relatives à l'entrée et au séjour en France, dans la recherche d'un logement, l'ouverture d'un compte bancaire, l'assurance habitation, l'intégration culturelle et la vie quotidienne.

6 - ASSURANCE

Tous les étudiants-jeunes chercheurs et enseignants-chercheurs doivent avoir contracté une assurance de couverture médicale et accidents pour la durée du séjour dans l'université d'accueil approuvée par l'institution d'accueil avant toute mise en œuvre de l'échange. Les membres de l'UT pourront également fournir à l'UNIGE une carte européenne d'assurance maladie.

7 - DUREE ET RESILIATION

Cette convention entrera en vigueur à compter de la date de la dernière signature. Sa validité est de cinq (5) ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec préavis de 6 mois, la dénonciation ne pouvant prendre effet avant la fin de l'année universitaire en cours. En cas de renouvellement, elle sera à nouveau présentée devant les Parties, conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de non-respect par une Partie de ses obligations, l'autre Partie lui notifie un délai raisonnable pour remplir ses obligations. Si les obligations en question ne sont toujours pas remplies à l'échéance de ce délai, la Partie qui a notifié le délai est en droit de résilier la présente convention.

En cas de résiliation anticipée, les Parties mettront tout en œuvre pour préserver dans la mesure du possible les activités en cours.

Toute modification à la présente convention s'effectuera par avenant écrit et signé par les Parties.

Au terme du présent accord, les deux parties dresseront un bilan des actions réalisées et en cours de réalisation, dont un exemplaire sera remis au service des Relations Internationales.

8 – EGALITE DES CHANCES

Les deux institutions souscrivent à la politique d'égalité des chances et n'opéreront pas de discrimination liée à la prétendue race, à l'orientation sexuelle, à l'âge, à l'appartenance ethnique, à la religion, et à la nationalité. Les deux institutions se conformeront à ces principes dans l'application de cette convention et n'imposeront de critères venant en violation de ces principes de non-discrimination.

9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET PUBLICATIONS

Les parties en présence échangeront toutes données, observations, mémoires, publications et tout autre type de documentation nécessaire au travail que les organismes réaliseraient ensemble ou séparément.

Les droits de propriété intellectuelle issus notamment des recherches, publications, documentations et outils pédagogiques réalisés ou échangés dans le cadre de cette convention demeurent la propriété exclusive de l'établissement qui les a produits.

Lorsque ces droits sont issus d'activités menées conjointement par les Parties, ils sont partagés entre elles selon les contributions respectives apportées par les Parties. Au besoin, des accords spécifiques seront conclus entre les Parties.

Les résultats partiels et définitifs obtenus en vertu de la présente convention pourront être publiés d'un commun accord, quand la participation de chacune des parties aura été mentionnée dans les publications. Le projet de publication est soumis à l'autre partie 30 jours au moins avant la date envisagée de publication ou de présentation. L'autre partie devra donner son accord écrit 10 jours au moins avant la date envisagée de la publication ou de la présentation. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis. Le refus de publier ou de présenter oralement par l'autre partie devra être fondé sur des justes motifs.

En tout état de cause, toute publication ou document lié à cet accord et produit de manière unilatérale, devra toujours faire référence à cette convention et recevoir l'approbation de l'autre partie, sans que cela signifie que la responsabilité de cette dernière soit engagée quant au contenu de la publication.

Les résultats pouvant faire l'objet de brevets et/ou pouvant engendrer d'éventuels profits économiques, feront l'objet d'un accord séparé entre les deux parties.

10 - CONFIDENTIALITÉ

Chaque partie s'engage à garder confidentielle toute information divulguée par l'autre partie que celle-ci déclare comme étant « confidentielle ».

N'est pas considéré comme étant « confidentielle » :

- Les informations faisant partie du domaine public ;
- Les informations qui sont déjà en possession de l'autre partie du fait de ses propres études et développements internes ;
- Les informations reçues par un tiers d'une manière licite.

Cette obligation perdure au-delà de l'échéance de la présente convention.

11- UTILISATION DU NOM ET DU LOGO

Chaque partie s'engage à mentionner la contribution de l'autre partie aux activités, publications et présentations conjointes entreprises ou poursuivies dans le cadre du réseau et à faire figurer le nom et le logo de l'autre partie sur les documents s'y rapportant. L'utilisation du nom et/ou du logo de l'autre Partie est soumise à son autorisation préalable. Cette utilisation demeure limitée aux activités découlant de la présente convention.

12 - DISPOSITIONS LÉGALES

La faculté de M. Arnaud Giacometti de représenter l'université de Tours, dans sa qualité de Président, est attestée par la délibération n°2020-71 du Conseil d'Administration de l'université de Tours, réalisée le 30 novembre 2020 et enregistrée par Philippe Vendrix, Président de séance du même Conseil, au siège sis 60 rue du Plat d'Étain - BP 12050, 37020 Tours Cedex 1 – France.

La faculté de M. Yves Flückiger de représenter l'UNIGE, dans sa qualité de Recteur, est attestée par l'art. 28 al. 2 de la Loi sur l'Université - C 1 30 du 13 juin 2008 entrée en vigueur le 17 mars 2009.

13 - RÉOLUTION DE LITIGES

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait découler de l'exécution de la présente convention. Si les parties ne parviennent pas à un accord à l'amiable, le litige doit être porté devant les signataires de cette convention (ou leur successeur) ou leur représentant désigné.

14 - RESPONSABILITES

Les parties peuvent voir leur responsabilité engagée en cas de dommage causé à ou subi par leurs étudiants et enseignants-chercheurs dans le cadre de l'exécution de la présente convention selon les règles du droit français et suisse.

Rédigé en quatre exemplaires en français, cet accord est signé par les parties en conservant chacune deux exemplaires.

Texte signé le.....

Texte signé le.....

L'université de Tours

L'Université de Genève

Le Président

Le Recteur

Pr. Arnaud GIACOMETTI

Pr. Yves FLÜCKIGER

**Le Centre d'Études
Supérieures de la Renaissance**

**L'Institut d'Histoire de la
Réformation**

Le Directeur

La Directrice

Pr. Benoist PIERRE

**Pr. Daniela SOLFAROLI
CAMILLOCCI**

**SPECIFIC ACADEMIC AGREEMENT BETWEEN THE UNIVERSITY OF ALCALÁ AND THE
UNIVERSITY OF TOURS FOR THE DEVELOPMENT OF THE AVENIR EXCELLENCE
SCHOLARSHIP PROGRAMME - DESTINATION FRANCE**

On one side, Dr. Julio Cañero Serrano, Vice President for International Relations, acting in the name and on behalf of the University of Alcalá, by virtue of his appointment dated 19 March 2019 and of the competences attributed to him by the Honourable President of the University of Alcalá (Resolution from 19 March 2018. BOCM [Spanish abbreviation of Boletín Oficial de la Comunidad de Madrid] no.75, page 89, 28 March 2018).

And on the other side, Prof. Arnaud Giacometti, President, acting in the name and on behalf of the University of Tours, by virtue of his appointment dated 30 November 2020,

Both parties recognise each other's legal capacity and requirements necessary to execute and sign this Agreement,

DECLARE THAT:

The University of Alcalá and the University of Tours manifest their interest in establishing a Specific Academic Agreement for the development of the AVENIR Excellence Scholarship Programme - Destination France, according to the following terms and conditions:

A. PURPOSE OF THE AGREEMENT

The purpose of this Agreement is to establish the terms and conditions that will allow two undergraduate students from the University of Alcalá to study at the University of Tours for a period of one or two academic semesters.

The University of Tours agrees to welcome exchange students selected by the University of Alcalá in all of its Faculties, with the exception of Faculty of Medicine.

The University of Tours reserves the right to exclude exchange students from restricted enrolment programs. These programs will be updated annually and provided to the University of Alcalá prior to every Academic Term. This list is subject to change without notice.

The University of Alcalá agrees to recognise the credits obtained at the University of Tours according to the conditions stipulated in the Learning Agreement, which must be prepared by the student and must be approved and signed by the academic coordinators of both institutions.

B. NUMBER OF STUDENTS

During the period of validity of this Agreement, starting in the academic year 2021-2022, the University of Alcalá may send a maximum of two (2) undergraduate students each year to the University of Tours to study for one or two semesters. If required, the tuition fees at the University of Tours of the two students selected by the University of Alcalá will be assumed by the French Embassy in Spain.

C. APPLICATION, SELECTION AND ADMISSION OF STUDENTS

Applications for admission to this Programme must meet the following requirement:

- Students from the University of Alcalá who participate in this Programme must have a knowledge of French or English, depending on the language of instruction of the courses they plan to take at the University of Tours, that is at least equivalent to the B2 level of the Common European Framework of Reference for Languages.

The University of Alcalá will guarantee that the students meet the language requirement in French or English.

The University of Alcalá will send the names of the students selected to participate in this Programme to the corresponding office of the University of Tours before 31 May of the year in which they will begin their studies.

The final decision regarding the admission of students corresponds to the University of Tours, which reserves the right to refuse admission to any of the students proposed to participate in this Programme.

Neither Institution will unlawfully reject an applicant on the grounds of gender, race (including colour, descent or nationality), disability, age, sexual preference or orientation, marital status, pregnancy, family or carer's responsibility, social origin, political belief or religious belief.

D. RESPONSIBILITIES OF THE STUDENTS AND THE UNIVERSITIES PARTICIPATING IN THE AGREEMENT

Students are required to subscribe, at their own expense, a health and accident insurance policy for the entire period of their stay in the host country, including repatriation insurance to their country of origin in the event of serious illness or death.

Students will be responsible for the cost of transportation to and from the University of Tours and all other expenses not expressly mentioned in the previous sections of this

Agreement, including accommodation, meals, textbooks and any expenses incurred during their stay.

Upon completion of the period of studies provided for by this Specific Academic Agreement at the University of Tours, all students must return to their home institution.

Students participating in this Program shall comply with all rules and regulations of the University of Tours and shall enjoy all rights and privileges to which its students are entitled.

The University of Tours will provide the necessary documents for students to apply for a visa, when required.

E. DURATION OF THE AGREEMENT

This Agreement shall enter into force once signed by both parties and shall be valid for a maximum period of four (4) years. After this period, this Specific Academic Agreement may be extended for a period of up to four (4) additional years, or may be terminated or modified at any time prior to its expiry date, upon written agreement signed by the authorised representatives of both parties.

Either party may terminate this Agreement with a notice period of not less than six months. In the event of termination, the parties undertake to facilitate the continuation of programmes and activities already initiated.

In case of difficulty during the execution of this Agreement, the parties agree to seek a solution by common consent. Should the problem persist, the plaintiff will bring an action before its territorially competent jurisdiction.

This Agreement is governed by French and Spanish laws.

F. FINANCING

This Specific Academic Agreement does not imply any financial obligations for the University of Tours.

The University of Alcalá will contribute the amount of €3,000 for each of the two subsidised students from the cost centre 30180K000 - 422D - 481.32 of the budget for the financial year 2021 of the Office of the Vice President for International Relations. This contribution shall be subject to the existence of annual budget appropriations.

G. AMENDMENTS AND CHANGES

Any amendment or change to this Agreement must be approved by both parties and shall be signed by the authorised representatives of both institutions.

H. APPROPRIATE PROCESSING OF PERSONAL INFORMATION

Personal data collected under this Agreement shall be processed and included in the information management systems for which, where appropriate, the signatory parties shall be responsible for the purposes of fulfilling this Agreement, adopting the necessary technical and organisational measures to ensure the security of the personal data provided, that prevent their alteration, loss, unauthorised processing or access, as provided for both in the regulations in force at national level, LO 3/2018 (LOPDGDD), and in the European General Data Protection Regulation (GDPR), insofar as it is applicable to each party.

Both parties expressly declare that they acknowledge their obligation to comply with the aforementioned regulations, especially with regard to their duty to inform the owners of the personal data, the duty of secrecy and confidentiality, the security measures, its conservation during the legally established periods, and the corresponding Agreement to be signed between the data controller and the data processor.

Likewise, both parties undertake to comply with the requirements provided for in the regulations in force regarding the international transfers of personal data that are carried out, complying with the security measures and adequate safeguards.

Each party undertakes not to disseminate, transfer or communicate to other persons, under any circumstances, except in the cases provided for by law, the information of the other party to which it may have access during the term of this Agreement, and to apply and to use it only for the purpose stipulated in this Agreement or for its execution, in accordance with the provisions of the current national and EU regulations regarding personal data protection, to the extent applicable to the other party. Such obligation shall survive the termination of the said Agreement.

Each party shall be responsible for the processing of personal data that it performs. Thus, the signatories to the Agreement shall be exclusively liable for the infringements which they have incurred as a result of non-compliance with the obligations assumed in this Agreement on data protection or in the signed Confidentiality Agreement.

I. ACADEMIC AND ADMINISTRATIVE COORDINATORS

Each institution will appoint a coordinator, who will be responsible for ensuring the success of this Programme and will be the contact person between the two institutions.

For the **University of Tours** the responsible coordinator is:

For the **University of Alcalá** the responsible coordinator is:

Name: Graziella Beynet
Title: Head, International Relations Office
Address: 60 Rue du Plat d'Etain 37020
Tours Cedex 1, France
Telephone: +33 2 47 36 67 19
Email: graziella.beynet@univ-tours.fr

Name: María Rosa Cabellos Castilla
Title: Institutional Mobility Coordinator
Address: Plaza de San Diego, s/n; 28801
Alcalá de Henares (Madrid), Spain
Telephone: +34 91 885 4085/5300
Email: rosa.cabellos@uah.es

In accordance with the above, the parties hereto sign this Agreement in duplicate, with one copy to be retained by each institution.

UNIVERSITY OF TOURS

UNIVERSITY OF ALCALÁ

Arnaud Giacometti

Julio Cañero Serrano

President

Vice President for International Relations

Date:

Date:

**CONVENTION n°****Chapitre : 930.048****Nature : 6574****AE 2020.1689****Montant : 6 200 €****ENTRE**

La Région Centre-Val de Loire, sise 9 rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117 - 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur François BONNEAU, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente régionale en date du 16 avril 2021 (CPR n° 21.04.35.46), ci-après dénommée « La Région »,

d'une part,**ET**

L'Institut français en Inde, sise No. 2, Dr. A.P.J. Abdul Kalam Road, New Delhi-110002, représenté par le Directeur, Monsieur Emmanuel LEBRUN-DAMIENS, ci-après dénommé « l'IFI »,

L'université de Tours, sise au 60 rue du Plat d'Etain, 37020 Tours cedex 1, représentée par, Monsieur Arnaud GIACOMETTI, son Président, ci-après dénommée « l'UT »,

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1611-4, L.4221-1 et L. 1115-1,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

VU le Budget régional et ses éventuelles décisions modificatives,

VU la délibération DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier,

VU la délibération DAP n° 18.05.09 du 18 octobre 2018 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission Permanente,

VU la délibération de l'Assemblée plénière DAP n°01.03.01 du 14 juin 2001 relative au choix des zones prioritaires de coopération décentralisée,

VU la délibération de l'Assemblée plénière DAP n°17.05.05 du 21 décembre 2017 relative à la stratégie de la Région Centre-Val de Loire en matière d'action internationale,

VU la délibération CPR n°08.03.99 du 21 mars 2008 par laquelle la Région a approuvé le programme de coopération décentralisée entre la Région Centre-Val de Loire et l'Etat du Tamil Nadu en Inde,

VU la demande de subvention complète faite par l'Institut français en Inde en date du 22 février 2021.

IL A ETE CONVENU LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

PREAMBULE

Cette convention s'inscrit dans le cadre des relations entre la Région Centre-Val de Loire et l'Etat du Tamil Nadu en Inde. Elle permet de définir les conditions du partenariat entre la Région, l'IFI et l'université de Tours – ci-après dénommées « les Parties » – pour promouvoir l'enseignement du français dans le système d'enseignement supérieur indien d'une part et, d'autre part, favoriser la professionnalisation des étudiants en didactique du Français Langue Etrangère de l'UT.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation de l'action « **Mise à disposition de deux assistant.e.s de français langue étrangère au sein du Département de français de l'Université de Pondichéry et de VIT Vellore** ».

Dans le cadre de cette convention, l'IFI et l'UT participent à la réalisation d'une même opération.

Il convient toutefois de définir les missions, droits, obligations et responsabilités de chacune des Parties.

Article 2 – Durée de la convention

L'action a une durée estimée à **12 mois** à compter du **16 avril 2021 (date de la CPR)**.

La convention prend effet à la date de sa signature par les trois parties et s'achève au plus tard 18 mois après la date de la Commission Permanente Régionale, soit **le 16 octobre 2022**.

L'IFI s'engage toutefois, à des fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 3 ans à compter du paiement du solde par la Région.

Article 3 – Missions, droits et obligations

3.1- L'IFI s'engage à :

- Affecter au sein du Département de Français de **l'Université de Pondichéry**, pour l'année scolaire 2021-2022, un.e candidat.e présenté.e par l'UT dans le cadre du programme « Assistant de langue FLE en Inde », sous réserve que le/la candidat.e satisfasse les critères de sélection précisés par l'appel à candidature ;
- Affecter au sein du **VIT Vellore**, pour l'année scolaire 2021-2022, un.e candidat.e présenté.e par l'UT dans le cadre du programme « Assistant de langue FLE en Inde », sous réserve que le/la candidat.e satisfasse les critères de sélection précisés par l'appel à candidature ;
- Verser aux assistant.e.s de langue retenu.e.s la totalité des prestations conformes à l'appel à candidatures et à la convention de stage ;
- Coordonner ses actions auprès de l'Université de Pondichéry et VIT Vellore avec l'UT – UFR Lettres et Langues - Département SODILANG et sa Direction des Relations Internationales
- Répondre, en tant qu'interlocuteur unique et en accord avec l'UT, aux demandes de la Région Centre-Val de Loire ;
- Veiller au démarrage de l'opération, ainsi qu'à son exécution selon les modalités fixées dans la présente convention ;
- Informer l'UT et la Région sur la nature des postes, les calendriers de sélection et nomination, et sur les modalités de sélection au sein du programme ;

- Communiquer à l'UT et la Région les changements, tant institutionnels que d'encadrement fonctionnel, chez les partenaires indiens ;
- Recueillir les indicateurs nécessaires à l'évaluation du projet ;
- Conserver et rendre disponible sur demande de la Région, toutes les pièces relatives au projet et à sa mise en œuvre jusqu'à 3 ans à compter du paiement du solde par la Région, comme prévu à l'article 2 ;
- Répondre en accord avec l'UT aux éventuels contrôles des autorités habilitées.

En matière de suivi financier :

- Respecter le budget prévisionnel tel que fixé au moment du dépôt de la demande de financement ;
- Alerter la Région et l'UT sur les éventuelles modifications du plan de financement ou de la nature du projet.

3.2- L'UT s'engage à :

- Désigner deux étudiant.e.s inscrit.e.s dans l'un des M1 ou M2 du Département Sociolinguistique et didactique des langues (SODILANG) ou en formation équivalente pour participer au programme de l'IFI « Assistant de langue FLE en Inde ». La sélection sera opérée par le Département SODILANG – UFR Lettres et Langues, en lien étroit avec la Direction des Relations internationales - UT ;
- A signer avec l'IFI et les assistant.e.s de langue une convention de stage couvrant la durée du stage d'assistant de langue ;
- Désigner un interlocuteur administratif et pédagogique pour le suivi des actions afin de faciliter la coordination et l'échange avec l'IFI et les partenaires indiens ;
- Fournir les informations ou pièces nécessaires au dépôt de la demande de subvention par l'IFI, au suivi et au contrôle du projet en respectant les délais définis dans la convention ;
- Transmettre régulièrement à l'IFI les informations concernant le projet ou susceptibles de l'impacter.

3.2- La Région s'engage à :

- Faciliter les contacts avec les partenaires indiens par le biais de son/sa représentant.e sur place, sous statut de volontaire de solidarité internationale ;
- Mobiliser des moyens financiers via une subvention versée à l'IFI dans le cadre de cette convention.

Article 4 – Modalités financières

- 4.1 Le plan de financement prévisionnel de l'action, qui précise, à titre indicatif, de façon claire et détaillée l'ensemble des dépenses prévues avec une ventilation chiffrée par poste et l'ensemble des recettes prévues, notamment les participations financières des autres collectivités publiques, est détaillé à l'annexe II et fait partie intégrante de la présente convention.
- 4.2 L'IFI bénéficie d'une aide financière de la Région d'un montant de **6 200 €** sur une dépense subventionnable de **10 700 € TTC**.
- 4.3 Le plan de financement en annexe 2 précise la dépense subventionnable et fait partie intégrante de la convention.

Article 5 – Conditions d'utilisation de la subvention

- 5.1 L'IFI s'engage à utiliser la subvention octroyée exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.
- 5.2 Le bénéficiaire de la subvention telle que définie à l'article 4 de la présente convention, ne peut en employer tout ou partie au profit d'un autre organisme privé, association, société ou œuvre.

- 5.3 L'IFI accepte que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit et qu'elle soit limitée au montant nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses de l'action.
- 5.4 L'IFI et l'UT s'engagent à apposer le logo de la Région et à mentionner le soutien financier de la Région Centre-Val de Loire sur tout document officiel destiné à des tiers relatif à l'action subventionnée. Les éléments graphiques peuvent être téléchargés sur le site internet de la Région www.centre-valdeloire.fr. Pour toute question relative à leur utilisation, le contact est : Direction de la communication, Conseil régional du Centre-Val de Loire – 02 38 70 27 04.
- 5.5 L'IFI est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action.
- 5.6 Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Région, l'IFI et l'Université s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.
- 5.7 L'IFI s'engage à respecter les règles de mise en concurrence pour les prestations nécessaires à la réalisation de l'opération subventionnée conformément aux règles de la commande publique.

Article 6 – Modalités de versement

- 6.1 La subvention est versée à l'IFI par la Région comme suit :
- Un **acompte de 50 %** du montant mentionné à l'article 4 à compter de la signature de la présente convention par les parties et sur production d'un document attestant du démarrage de l'opération certifié par un représentant du bénéficiaire ;
 - Le **solde** à compter de la réception et de l'approbation d'un bilan financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, d'un compte-rendu technique ainsi que d'une demande de paiement final visés par le Directeur de l'IFI.

Le bilan définitif de l'opération devra être présenté dans un délai maximum de **18 mois**, après la date à laquelle la subvention a été attribuée par la Commission Permanente Régionale. Au-delà de cette échéance, la Région pourra solder automatiquement le projet et demander le remboursement total de la subvention.

Les dépenses éligibles seront prises en compte à compter de la date de la Commission permanente, **soit le 16 avril 2020**.

Dans le cas où les dépenses réelles seraient inférieures à la dépense subventionnable définie dans l'article 4, la subvention régionale sera réduite au prorata. L'IFI s'engage à rembourser à la Région les sommes déjà versées qui viendraient en excédent du montant définitif de la participation régionale.

Cette réduction de la subvention à verser s'effectue si possible par réduction correspondante du solde restant dû visé à l'article 6.1 de la présente convention et, à défaut, par une demande de remboursement des montants versés en excédent si le montant total déjà acquitté par la Région dépasse le montant final effectivement dû par celle-ci.

- 6.2 Les paiements dus par la Région sont effectués sur le compte bancaire suivant du bénéficiaire chef de file :
- Numéro de compte : 0906506003400137

- Code BIC : BNPA0009065
- Nom et adresse de la banque : BNP PARIBAS, East Towers, 1st Floor, 25 Barakhamba Road, New Delhi
- Nom du titulaire du compte : INSTITUT FRANCAIS EN INDE

Article 7 – Modalités de contrôle

- 7.1 La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.
- 7.2 L'IFI accepte que la Région puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période de trois ans à compter de la date d'achèvement de la convention.
- 7.3 L'IFI s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de la Région ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites ou locaux où l'action est ou a été réalisée ainsi qu'au siège de l'organisme bénéficiaire.
- 7.4 L'IFI s'engage à informer la Région de toute modification liée à son statut ou à l'exécution de la présente convention.

Article 8 – Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 9 – Dénonciation et Résiliation de la convention

- 9.1 L'IFI peut renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention, moyennant un préavis écrit de deux mois et sans être tenu à une quelconque indemnité à ce titre. Dans ce cas l'IFI n'a droit qu'à la partie de la subvention correspondant à l'exécution partielle de l'action.
- 9.2 La Région peut décider, après mise en demeure écrite restée sans effet pendant une durée de 30 jours, de mettre un terme à la convention en cas d'inexécution injustifiée par le bénéficiaire d'une des obligations qui lui incombent.
- 9.3 La Région peut de même mettre fin à la convention, sans préavis ni indemnité quelconque de sa part, dès lors que l'IFI a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir la subvention prévue dans la convention.
- 9.4 Dans l'ensemble de ces hypothèses, les conditions de remboursement de la subvention s'effectuent, le cas échéant, selon les modalités définies à l'article 10.1.
- 9.5 En cas d'exercice par une des parties de son pouvoir de résiliation, la Région, l'université et l'IFI se réunissent afin de déterminer les conditions de poursuite ou, le cas échéance d'arrêt du stage de l'assistant.e de langue.

Article 10 – Modalités de remboursement de la subvention

- 10.1 En cas de résiliation de la convention, la Région se réserve le droit de demander, sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.
- 10.2 La Région est en droit d'exiger, après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives dans le délai imparti.

Article 11 - Litiges

- 11.1 En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable, dans un délai de 45 jours.
- 11.2 En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif d'Orléans.

Article 12 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- la présente convention,
- l'Annexe 1 : Description détaillée de l'action faisant l'objet de la subvention,
- l'Annexe 2 : Plan de financement de l'action.

Article 13 – Dispositions finales

- 13.1 Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.
- 13.2 En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.
- 13.3 Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article 7, la présente convention ainsi que les annexes en faisant partie intégrante, expriment l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.
- 13.4 Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie, à l'une quelconque des obligations visées dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

**Fait à Orléans, le/...../2021
en autant d'exemplaires que de parties**

**POUR L'INSTITUT FRANÇAIS EN INDE,
LE DIRECTEUR**

**POUR L'UNIVERSITE DE TOURS,
LE PRESIDENT**

Emmanuel LEBRUN-DAMIENS

Arnaud GIACOMETTI

**POUR LE PRESIDENT DU CONSEIL
REGIONAL,
ET PAR DELEGATION,
LE VICE-PRESIDENT**

Charles FOURNIER

Les informations recueillies feront l'objet de traitements dans le cadre de la gestion de la présente convention ;
Le destinataire des données est la Direction Europe et International de la Région Centre-Val de Loire, responsable des traitements.
Ces traitements ont pour base juridique la présente convention.

Les informations recueillies seront conservées par la Région Centre-Val de Loire pendant 10 ans à compter de la clôture de la subvention, puis seront susceptibles d'être archivées.

En cas de refus de communication des données, l'attribution de la subvention ne pourra être mise en oeuvre.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données personnelles, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition pour des motifs légitimes, de limitation des traitements vous concernant que vous pouvez exercer par courrier en vous adressant au délégué à la protection des données de la Région Centre Val de Loire , contact.rgpd@regioncentre.fr ou 9 rue Saint-Pierre Lentin CS 94117, 45041 Orléans Cedex 1 en joignant une copie de votre pièce d'identité.

Vous êtes informé de votre droit d'introduire toute réclamation auprès de la Commission Nationale de L'informatique et des Libertés (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS Cedex 07) ».

DESCRIPTION DE L'ACTION

a) Contexte du projet

Dans le cadre de la coopération entre la Région Centre-Val de Loire et l'Etat du Tamil Nadu (Inde), des échanges d'étudiants ont lieu chaque année entre des universités des deux régions. Parmi les étudiants de la Région Centre-Val de Loire qui se rendent chaque année au Tamil Nadu, certains ont l'opportunité d'exercer des missions d'assistant de français langue étrangère, grâce au programme administré par l'Institut français en Inde (IFI) et avec le soutien de l'Université de Tours.

Depuis 1997, l'IFI offre la possibilité à des étudiants français d'effectuer un stage d'enseignement du français en Inde. Les universités indiennes bénéficient ainsi de la présence d'un locuteur natif qui enseigne le français en appui aux professeurs indiens, tout en faisant découvrir aux étudiants la culture française et la région Centre-Val de Loire.

Depuis 2008 la Région Centre-Val de Loire coopère avec le Tamil Nadu, notamment dans le domaine universitaire. Afin de renforcer les échanges et les liens entre les deux territoires, la Région accompagne ses étudiants souhaitant exercer une mission de tuteur de français dans le Tamil Nadu.

L'Université de Tours entretient des partenariats formation-recherche avec plusieurs universités de l'Etat du Tamil Nadu et du Territoire de Pondichéry : les Universités d'Anna et de Madras, VIT Vellore, IIT Madras, etc.

VIT Vellore

L'université de Tours collabore avec VIT depuis 2013. Elle entretient des relations privilégiées avec cette institution depuis plusieurs années notamment dans le domaine des sciences de l'ingénieur, en particulier de la Mécanique et de l'Electronique.

Cette collaboration s'est intensifiée en 2016 avec la création d'un Double diplôme en « Mechanical Engineering » avec VIT, enseigné en anglais. Ces actions ont amené de nombreux échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs entre Tours et Vellore.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet d'envoi d'un.e assistant.e de français langue étrangère. Ce poste, encadré par les relations internationales de VIT, permettra d'assurer la visibilité des programmes de l'université de Tours et de pérenniser la dynamique des échanges dans le temps en préparant les étudiants, les collègues, à une mobilité vers la France.

Université de Pondichéry

Depuis 2019 et dans le contexte de programmes de recherche menés avec l'IFI, l'université de Tours a développé des relations avec l'Université de Pondichéry, université reconnue pour l'activité de son Département de Français. Un MoU et une Convention d'échange d'étudiants globale sont en cours de négociation avec l'Université de Pondichéry.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet d'envoi d'un.e assistant.e de français langue étrangère au sein du Département de français de Pondichéry.

b) Localisation

- 1 assistant.e de langue sera placé.e auprès de l'Université de Pondichéry, Pondichéry, Inde,
- 1 assistant.e de langue sera placé.e auprès du VIT site Vellore (Vellore Institute of Technology), Vellore-632 014, Tamil Nadu, Inde.

c) Résumé de la mission des assistant.e.s de français langue étrangère et des conditions d'exercice

- Assistant.e de langue placé.e auprès du Département de Français de l'université de Pondichéry,
- Assistant.e de langue placé.e auprès du Service des Relations internationales de VIT Vellore.

Les assistant.e.s auront pour mission de donner des cours de français (conception, animation du cours, évaluation) auprès d'étudiants des universités, public spécialistes (Pondichéry) et non spécialistes (Pondichéry et VIT Vellore).

Elles/ils participeront activement à la promotion de la langue et de la culture françaises : organisation d'événements en lien avec des événements nationaux français (fête de la musique,...), animation de clubs (cinéma, théâtre...) ou ateliers (conversation, lecture, cuisine...).

Elles/ils participeront aux événements organisés par l'IFI et parfois par l'Alliance française de proximité, le cas échéant : promotion des actions, participation au jury, animation, participation à la préparation d'événements et de concours...

Dans le cas de VIT Vellore, l'assistant.e aura pour mission de co-animer l'e-Space France, sous la responsabilité du Chef du département de français (sous réserve que le centre soit ouvert, inauguration reportée *sine die*). En aucun cas il en sera le responsable direct. Cet e-Space France est un lieu réservé aux étudiants qui souhaitent avoir des informations sur les mobilités mais aussi lieu de partages et d'échanges. L'e-Space France permettra la mise en place de clubs, ateliers.

d) Bénéficiaires directs

- Les assistant.e.s de langue sont les premier.e.s bénéficiaires du projet puisqu'ils/elles vivront une première expérience professionnelle d'enseignant ;
- Les étudiant.e.s de l'Université de Pondichéry et de VIT Vellore (Vellore Institute of Technology), qui suivront les cours de français seront également bénéficiaires du projet.

Annexe 2

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

CHARGES (TTC)				PRODUITS	
Intitulé	Unité	Coût Unitaire en euros	TOTAL en euros	Intitulé	TOTAL en euros
1. Indemnité mensuelle versée à l'assistant.e de langue placée auprès de l'Université de Pondichéry	9	500	4 500 €	1. Institut français en Inde	4 500 €
2. Indemnité mensuelle versée à l'assistant.e de langue placée auprès de VIT (Vellore Institute of Technology),	9	500	4 500 €	2. Région Centre-Val de Loire	6 200 €
3. Forfait transports internationaux	2	850	1 700 €		
TOTAL HORS VALORISATION			10 700 €	TOTAL HORS VALORISATION	10 700 €
Valorisation			0 €	Valorisation	0 €
TOTAL TTC			10 700 €	TOTAL TTC	10 700 €

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING BETWEEN

UNIVERSITY OF WEST GEORGIA
1601 Maple Street, Carrollton, GA 30118, USA

and

UNIVERSITY OF TOURS
60 rue du Plat d'Etain, 37020 Tours cedex 1, France

The provisions recorded below establish the principles and conditions by which the **University of West Georgia** (hereafter referred to as UWG) and the **University of Tours** (hereafter referred to as UT) agree to cooperate in academic exchanges, program development and research. Such a MOU will be implemented as established in the following clauses:

I. Legal framework of both universities

The representatives of both universities (UWG and UT) may initiate agreements with foreign institutions of higher education to enhance international good will and understanding through programs of academic exchange.

The UWG and UT are empowered by their bylaws to enter into MOUs of this nature with other universities in regard to the subjects related to the achievement of its goals and objectives.

II. UWG and UT common interests and objectives

By reason of their very essence as universities, UWG and UT share interests and objectives in academic exchange and scientific research matters. Both institutions are interested in establishing academic cooperation agreements with institutions of similar nature in order to assist in the achievement of their goals and objectives in such matters.

III. Purpose of the MOU

The UWG and UT jointly agree to subscribe to a MOU in order to promote the following activities between both universities:

- A) Exchange of teaching and research personnel and students
- B) Cooperative development of courses and academic programs
- C) Development of joint scientific and/or technological research projects
- D) Any other activity of mutual interest regarding academic, scientific and technological research matters

IV. Execution of the MOU

The specific activities to be carried out under this MOU will be stated in corresponding specific sub-agreements. Such specific sub-agreements, once approved by both parties, will be attached as annexes to this MOU.

V. Specific Agreements

The specific sub-agreements between both universities will articulate their objectives, conditions and ways of execution, financial support, term of validity and administrative responsibility within each institution.

VI. Term and Termination

This MOU will be effective on the date it has been signed by both parties and it will be in effect for a period of five years. The MOU can be renewed for additional five year periods by mutual consent of the parties to the MOU. Both parties reserve the right to terminate this MOU upon written notice given six months prior to the termination date becoming effective.

VII. Coordination and Follow-up

Administration of the MOU shall be the responsibility of the Office of Education Abroad at UWG and the International Relations Office at UT. Any additions, changes, or deletions must be approved by these official representatives of both universities. All notices shall be in writing and shall be directed to these individuals as follows:

To UWG: Director, Office of Education Abroad
 University of West Georgia
 1601 Maple Street
 Carrollton, GA 30118 USA

TO UT: Head, International Relations Office
 University of Tours
 60 rue du Plat d'Etain
 37020 Tours cedex 1, France

VIII. Relationship

Nothing in this MOU creates an agency, partnership, joint venture or employment relationship between the Parties or any of their respective officers, employees, contractors or agents.

IX. Legal Effect of this MOU

This MOU is only to express the intentions of the Parties. The expressed intentions are not binding and no legally binding obligations are intended to, or do, arise as a consequence of the signing of this MOU. Actions taken by either Party in reliance on this MOU will be at that Party's sole risk. Both parties acknowledge that this MOU and all subsequent agreements shall comply with all applicable laws, policies, and procedures.

Approved by:

For UWG

Dr. David Jenks, Interim Provost and Vice President for
Academic Affairs

Date

FOR UT

Prof. Arnaud Giacometti, President

Date